

Sortir du capitalisme fossile

Éric Pineault

Numéro 807, mars-avril 2020

Comment être justes en sauvant la planète ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92930ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pineault, É. (2020). Sortir du capitalisme fossile. *Relations*, (807), 19-21.

SORTIR DU CAPITALISME FOSSILE

La transition juste exige de démanteler l'essentiel de l'industrie canadienne des hydrocarbures tout en évitant d'en faire payer le prix aux travailleurs et travailleuses dont le gagne-pain en dépend. Un chantier colossal.

Éric Pineault

L'auteur, professeur au Département de sociologie de l'UQAM, a publié notamment *Le piège Énergie Est. Sortir de l'impasse des sables bitumineux* (Écosociété, 2016)

Selon le scénario 2040 de la Régie de l'énergie du Canada, l'extraction de pétrole au pays devrait croître de 49% au cours des 20 prochaines années, une croissance essentiellement attribuable aux sables bitumineux albertains. De 4,8 millions de barils par jour (Mb/j) en ce moment, la production s'élèverait à 7,1 Mb/j en 2040. L'autre grande tendance qui confirme l'emprise de l'extractivisme sur l'économie canadienne est le boom gazier en cours dans la formation géologique Montney, située à cheval entre l'Alberta et le nord-est de la Colombie-Britannique. Plus de 12 000 puits y ont déjà été forés. Ce gaz, extrait par fracturation hydraulique, produit beaucoup plus de gaz à effet de serre (GES) que celui extrait de manière conventionnelle.

Le Canada n'est pas uniquement un important extracteur et exportateur d'hydrocarbures, il figure aussi parmi les plus importants consommateurs *per capita* d'énergie fossile. Toujours selon le scénario 2040 de la Régie de l'énergie, cette tendance se maintiendra à travers les décennies. Ainsi, rien ne laisse présager que le Canada puisse tenir ses engagements de réduction des émissions de GES d'ici le milieu du XXI^e siècle.

Cette situation est liée à l'existence d'un oligopole formé d'une douzaine de grandes entreprises monopolistiques contrôlant l'essentiel de l'extraction de pétrole et de gaz, auxquelles s'ajoutent une poignée de transporteurs, dont TransCanada et Enbridge, qui contrôlent une part significative des gazoducs et des pipelines de l'Amérique du Nord. Cet oligopole se matérialise en une masse de capital fixe nécessaire à l'extraction, au transport, à la transformation et à l'exportation d'hydrocarbures, masse dont il tire une rente et des profits et qui constitue l'assise de sa puissance non seulement économique, mais également politique et culturelle. Car ces profits et ces rentes sont en partie convertis en moyens de maintenir et d'étendre l'hégémonie de ce que nous pouvons appeler le complexe canadien du capital fossile. Le scénario 2040 présenté par la Régie de l'énergie du Canada comme notre destinée est en fait son plan d'affaires. Ces entreprises vont tout mettre en œuvre pour imposer cet avenir à la société canadienne.

Le complexe du capital fossile a noué de profondes alliances stratégiques avec les élites politiques fédérales et

celles des provinces pétrodépendantes (Alberta et Saskatchewan, auxquelles pourrait s'ajouter prochainement la Colombie-Britannique) ainsi qu'avec les élites économiques et financières du Canada. Les segments du mouvement syndical qui représentent les travailleurs des secteurs qui dépendent directement ou indirectement de l'industrie des hydrocarbures en font partie, mais se trouvent fragilisés par la conjoncture économique des dix dernières années. Le boom de production de gaz et de pétrole non conventionnels a littéralement inondé le marché nord-américain et contraint les producteurs à exporter pour écouler ce surplus. Cela a exercé une pression à la baisse constante sur les prix, diminuant les marges de profit des entreprises. Pour maintenir leur rentabilité, celles-ci ont cherché à réduire leurs coûts de production sur le dos des travailleurs. Il en résulte un processus de restructuration permanente qui a pour effet de diminuer le nombre d'emplois et d'augmenter le recours à des pourvoyeurs de main-d'œuvre précarisée.

Il faut comprendre que cette coalition «fossile» est la principale force d'opposition au mouvement de transition écologique au Canada. Elle peut compter sur l'inertie sociale et culturelle d'une société dont le mode de vie a été profondément modelé par le capitalisme fossile et qui fait paraître un monde sans hydrocarbures comme étant une utopie. Tout projet ou mouvement pour une transition juste doit partir de cette donne structurelle qui caractérise la société canadienne. La transition se comprendra dès lors comme un processus qui sera marqué par le conflit, les rapports de force et la polarisation sociale.

Démanteler le complexe du capital fossile canadien

Le mouvement pour une transition juste est devenu une force sociale puissante et significative dans plusieurs régions du Canada, particulièrement au Québec, où le Front commun pour la transition énergétique réunit l'essentiel des mouvements syndical, étudiant, environnemental et écologiste. La nuée de groupes locaux de citoyennes et de citoyens qui se sont formés dans la foulée des grandes luttes contre le gaz de schiste puis le projet Énergie Est y participe aussi.

Incapable d'intervenir directement au point d'extraction des hydrocarbures dans l'ouest canadien, ce mouvement concentre son action sur deux nœuds stratégiques : limiter l'accès des extracteurs de pétrole et de gaz au marché international en bloquant les projets de pipelines et de gazoducs, et limiter l'accès de ces entreprises au marché de

capitaux par le biais de campagnes de désinvestissement¹. Le mouvement pour la transition réussit ainsi à politiser et à amener dans l'espace public la question de l'avenir du capital fossile canadien. Mais tant que le mouvement d'opposition à l'extraction des hydrocarbures restera cantonné dans ces stratégies de « blocage » et de désinvestissement, il ne pourra que contenir et ralentir le développement et la croissance du complexe de capital fossile. Or, la sortie définitive de la dépendance aux sables bitumineux exige bien davantage, à savoir l'expropriation et le démantèlement planifié du secteur des hydrocarbures ainsi que la restauration socioécologique du territoire où a lieu l'extraction. Ces actions sont justifiées et légitimes compte tenu de l'immense coût social et écologique de l'exploitation des hydrocarbures depuis la constitution de l'oligopole des grandes entreprises extractives et exportatrices au XX^e siècle.

La stratégie d'*expropriation* cherche à s'attaquer au cœur de cet oligopole et à mettre fin à son hégémonie économique. Elle vise, à moyen terme, la prise de contrôle publique de ses ressources et de son capital dans une perspective de décroissance planifiée de l'activité extractive. À court terme, il s'agit d'éliminer les assises économiques du pouvoir de l'industrie fossile et de ses alliés. L'*expropriation* peut d'abord passer par la révocation progressive des droits d'extraire concédés par l'État – qui est déjà le propriétaire des ressources. Cela peut se faire par un moratoire visant, dans un premier temps, l'extraction non conventionnelle, puis l'ensemble des hydrocarbures. La stratégie d'*expropriation* peut aussi viser les

profits ou la rente de ressources qu'accumule une entreprise extractive, que ce soit par le biais de la fiscalité ou par un régime de redevances punitif visant la rente (et non le profit, dont les chiffres peuvent être manipulés).

Peut ensuite s'enclencher la phase de *démantèlement* planifié du secteur de la production d'hydrocarbures qui s'accompagne d'une décroissance de la production à mesure que le complexe perd son accès aux gisements ou aux réserves de gaz et de pétrole. C'est un travail immense, car il ne faut pas seulement défaire les infrastructures matérielles, mais également entreprendre un vaste programme de restauration écologique du territoire extractif. Comme la notion de transition juste exige que les travailleurs du secteur, employés directement ou indirectement, ne payent pas le prix de ce démantèlement, on doit donc aussi planifier la reconversion professionnelle de cette main-d'œuvre. L'effort de restauration écologique peut aussi devenir un levier économique et politique pour la restauration de l'autonomie et de la souveraineté des peuples autochtones de la région sur leurs territoires et sur leur destinée.

La réalisation de ces deux stratégies de transition plus offensives est compliquée par la structure particulière de l'État fédéral canadien. Les provinces ont le contrôle sur l'extraction et la valorisation de leurs ressources naturelles, en particulier celles du sous-sol. Donc à moins d'un véritable coup de force du gouvernement central, difficile d'imaginer comment émergera une force sociale capable de contraindre les provinces-clés d'entreprendre l'*expropriation* et le démantèlement du secteur, d'autant que le mouvement pour la

REGARD AUTOCHTONE SUR LA TRANSITION JUSTE

Kijâtai-Alexandra Veillette-Cheezo

L'auteure, de la nation Anishnabe, est artiste, cinéaste et militante autochtone

Que nous dit Wikipédia sur la transition juste? C'est, entre autres choses, « un cadre élaboré par le mouvement syndical pour englober une gamme d'interventions sociales nécessaires pour garantir les droits et les moyens de subsistance des travailleurs et des communautés lorsque les économies s'orientent vers une production durable, cherchant à éviter le changement climatique en protégeant la biodiversité » (traduction libre), dans un contexte où nous devons adopter des solutions pour contrer le changement climatique et réduire les émissions de gaz à effet de serre, peut-on y lire.

Si on retient cette définition, que signifie-t-elle pour les Autochtones, pour qui une relation de respect mutuel et d'équilibre entre la Terre-Mère et ses habitants est fondamentale?

Je ne prétends pas parler pour nous tous, mais je peux vous partager mon interprétation.

Sachant que nous remercions la Terre-Mère de nous accueillir et, qu'en retour, nous veillons à son équilibre et à sa protection, et puisque nos histoires et nos croyances reflètent nos valeurs et notre relation avec le monde qui nous entoure, que peut bien signifier pour nous le terme de la « transition juste »? Celle-ci trouve-t-elle place au sein de notre monde?

Une occasion s'est offerte à moi de participer à la COP25 à Madrid, en décembre 2019, avec l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador. J'y ai rencontré des leaders autochtones qui luttent depuis des années, des décennies même, pour la préservation et la protection de l'environnement. Pour bien des communautés autochtones, les luttes environnementales sont aussi des revendications pour la reconnaissance de nos droits humains.

J'ai eu entre autres le grand honneur de faire la connaissance de Tom B.K. Goldtooth, militant pour les droits autochtones. Il est aussi directeur général de l'Indigenous Environmental Network (IEN), qui œuvre depuis 30 ans à l'*empowerment* des Autochtones et au développement de stratégies connues pour la protection de l'environnement tout en promouvant la reconnaissance de nos droits. Il m'a

transition a davantage d'influence dans les provinces qui ont le moins de prise sur la production pétrolière.

Imaginer une économie postcapitaliste

Le Canada, évidemment, ne se réduit pas à son économie extractive, mais comme toute société capitaliste avancée, il a une trajectoire et un mode de vie modelés par une logique de croissance qui repose sur la combustion d'hydrocarbures. C'est une illusion bien québécoise que de penser sortir de cette dépendance au pétrole et au gaz sans trop bouleverser nos modes de vie, en misant sur une transition purement technologique – le remplacement, joule pour joule, de notre consommation d'énergie par de l'hydroélectricité – qui, malheureusement, ne passe pas le test de la justice environnementale et sociale. D'abord parce que l'énergie hydroélectrique n'est propre qu'une fois oubliés les rivières harnachées, les hectares inondés ainsi que les territoires soustraits aux peuples autochtones. Ensuite, parce que même si le Québec adoptait un métabolisme énergétique carboneutre, il ne ferait qu'externaliser ses contraintes environnementales, puisque notre mode de vie énergivore est aussi basé sur une importation massive de biens et de ser-



Alain Reno, *Larme de pipeline*, collage, 2020

toutes leurs forces à cette transition et tenter d'imposer leur « scénario 2040 ». ©

1. Voir Bernard Hudon, « Désinvestissement des hydrocarbures: le mouvement se propage », *Relations*, n° 793, décembre 2017.

offre un document intitulé « *Indigenous Principles of Just Transition* » (« Principes autochtones de la transition juste »)¹.

À sa lecture, j'ai d'abord été frappée par le soulagement que m'apportait l'existence d'une perspective autochtone sur le sujet. Ce fut ensuite la facilité avec laquelle je me suis reconnue dans ce qui était écrit. Il est mentionné que la transition juste est une notion récente, mais que pour bien des Autochtones, elle rejoint profondément notre vision du monde et touche notre cœur avant notre esprit.

Nous avons été forcés de nous adapter à un monde allant à l'encontre de qui nous sommes. Nous en avons perdu notre identité et un besoin de guérir est né et est encore très présent au sein de nos communautés. La transition juste, pour les Autochtones, est avant tout un processus de guérison. Parmi les différents principes présentés dans le document de l'IEN, deux ressortent: la réhabilitation des modes de vie et des savoirs traditionnels, et l'autodétermination de nos peuples.

Il est impossible aujourd'hui de retourner à notre mode de vie d'autrefois. Mais c'est en rétablissant notre relation avec la Terre-Mère que nous pouvons guérir de nos blessures, tant passées qu'actuelles. C'est en tendant l'oreille vers nos aînés et vers les gardiens des connaissances traditionnelles et du territoire que nous pourrons avancer et

développer ensemble des projets et des solutions adaptés au monde dans lequel nous vivons.

Cela nous amène au principe d'autodétermination, au cœur de la transition juste pour les Autochtones. Lorsque je pense à ce terme, je me rappelle toutes les actions prises par les communautés pour faire valoir leurs droits: le droit au logement, à la nourriture, à la santé, etc. Je pense aux stratégies développées par les communautés pour assurer leur bien-être, et non à celles venant d'un pouvoir extérieur. C'est ce à quoi je pense lorsque je crie les mots « *Land back* » (que l'on pourrait traduire par « Récupérons nos terres! ») lors de manifestations.

La transition juste nous encourage à soutenir une transition vers une économie et une démocratie vertes et autochtones, en développant par exemple un système d'énergie renouvelable au sein des communautés, ou en restaurant une souveraineté alimentaire.

La transition juste n'est finalement qu'une autre façon de définir les luttes que nous menons depuis des années. En observant tout le chemin parcouru et ce que nous avons réalisé, je garde espoir.

1. Document disponible sur le site de l'Institut, à l'adresse <ienearth.org/justtransition>.